

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS & **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT
 Fondateur
 RÉDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois Six Mois Un An
 Seine, Seine-et-Oise. 15 » 30 » 60 »
 Départements. 18 75 37 50 75 »
 Union Postale. 21 50 43 » 86 »
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

S. M. LE ROI OSCAR II

C'était au printemps de l'année 1891, S. M. Oscar II, roi de Suède et Norvège, venait de visiter officiellement M. Carnot. Le premier de tous les monarques d'Europe, il avait traité le Président de la République en souverain et il lui avait donné l'accolade. LL. AA. SS. le prince et la princesse de Monaco me firent l'honneur de me présenter au Roi. Elles savaient que je désirais passionnément visiter le Nord. Elles avaient pensé avec bonté qu'une telle introduction changerait la face de ma promenade.

Tous ceux de nos confrères qui ont eu l'occasion de voir le roi Oscar lors du Congrès de la Presse fut tenu à Stockholm ne me démentiront pas, quand j'affirmerai qu'il est impossible d'approcher le roi Oscar II sans être conquis par les nuances et la chaleur de sa bienveillance. La nature lui a donné, avec une taille surprenante, les proportions les plus heureuses. L'œil, très profondément enfoncé sous un front haut et large, n'a rien perdu de sa lumière. On dirait que le croisement de races n'a fait, comme il arrive, qu'exalter sa vivacité méridionale. Le nez est régulier, le bas du visage habillé d'une barbe blanchissante, avec de longues moustaches qui, de droite à gauche, tombent en s'écartant. Il y a de ses visages qui ont l'air de méditer, tournés vers des préoccupations intérieures. Le visage du roi de Suède — ceux qui l'ont vu une seule fois comprennent bien ce que je veux dire — est surtout une figure qui regarde. Quand une fois on a croisé son regard avec ce regard enveloppé d'ombre, on ne l'oublie plus.

Si peu que nous soyons en France au courant de la politique extérieure de nos voisins, nous n'ignorons pas que, comme l'empereur François-Joseph, le roi Oscar a connu, au cours de son règne, toutes les difficultés politiques qui sont le lot des souverains chargés de deux couronnes. On sait encore qu'il a navigué parmi ces récifs avec l'habileté d'un pilote du Nord.

Notre sympathie pour la politique du roi Oscar était, à l'époque que je dis, éveillée avec un intérêt particulièrement affectueux.

En effet, les marins de notre escadre qui revenaient de Cronstadt avaient été accueillis par le Roi dans son Versailles suédois. Au moment des toasts, le souverain s'était levé. Il avait dit bien haut que le sang français coulait dans ses veines et qu'il s'en souvenait toujours.

Ces paroles, rapprochées d'un discours prononcé à Christiania, où le Roi avait dit : « J'ai toujours réservé ma liberté d'action », imposaient silence aux informateurs qui avaient voulu faire entendre que le roi de Suède et Norvège tournait vers la Triple Alliance ses sympathies et ses sourires.

Bien entendu, le Roi n'ignorait pas que ces propos avaient circulé. Il avait eu à cœur d'en effacer l'effet par l'éclat de sa visite en France. Il répondit à la présentation dont j'étais l'objet par cette parole bienveillante :

— Je vous invite à venir me voir chez moi. Vous y verrez que les Français sont bien accueillis.

Félix Faure se chargea de faire part au ministre des affaires étrangères de cette invitation royale, et je partis pour le Nord, au mois de juin 1892, avec la plus agréable des missions officielles : recueillir toutes les paroles d'amitié à l'endroit de la France que le roi Oscar voudrait bien prononcer devant moi et que j'entendrais répéter dans son entourage.

Je me souviens que j'arrivai chez Sa Majesté, à son château de Drottningholm, avec une petite histoire qui, tout d'abord, le fit sourire.

Des officiers de sa garde m'avaient rencontré de nuit dans un train d'Upsal et à peu près enlevé de force. Ils m'avaient entraîné à un souper qui avait duré jusqu'au matin. Ils avaient versé beaucoup de champagne dans beaucoup de toasts en l'honneur de la France. Au moment de nous séparer, lorsque je les avais suppliés de me donner au moins leurs noms, ils m'avaient répondu avec une courtoisie qui n'est plus de ce temps-ci : — Inutile, monsieur. Vous avez été reçu par des officiers suédois... Je dis à Sa Majesté combien j'étais confus d'ignorer leurs noms :

— Et moi, j'en suis enchanté, répondit le Roi. Vous garderez de cette galanterie anonyme un meilleur souvenir.

Le Roi était debout derrière sa table de travail. Je n'ai qu'à fermer les yeux pour apercevoir au-dessus de sa tête un magnifique portrait de Charles XII. J'ai comme le sentiment que, de tous les souverains qui, avant lui, se sont assis sur le trône du Nord, Charles XII est le plus cher au roi Oscar II. Il a écrit sur ce prince une histoire qui est classique en Suède. Il me recommanda bien, quand je visiterais, au palais royal de Stockholm, la « salle des Costumes », de ne point oublier de me faire montrer le berceau où, enfant, Charles XII a dormi.

Comme ce roi infatigable, qui ne déposait ses habits de guerre que pour attaquer les gros gibiers du Nord, le roi Oscar est un grand chasseur. Nombre d'ours dont les fourrures ornent les palais royaux sont tombés sous ses balles. Et peut-être M. René Millet, notre résident général en Tunisie, en ce temps-là ministre très aimé de France à Stockholm, se souvient-il d'une chasse à l'élan où le Roi fit des prodiges. Elle avait été donnée tout justement dans le sud de la Suède, au début du mois d'août 1891, quelques jours après les grandes courses. L'empereur d'Allemagne était le héros de la fête. Il avait —

ironie du destin — autour de son cou, sur son vêtement de chasse, un large ruban jaune en sautoir. Une inscription brodée dessus disait en français : « Vive le Roi et ses chasses ! »

La chasse n'est qu'un passe-temps. C'est la mer qui a été la passion et la profession première du roi Oscar II. C'est en uniforme d'officier de marine qu'il a voulu être peint pour cette galerie de Drottningholm où il est représenté en face de la Reine, ayant autour de lui tous les portraits en pied des souverains et des souveraines qui ont occupé les trônes de l'Europe pendant la durée déjà longue de son règne.

C'est qu'aussi bien la mer offre aux princes dont l'imagination estardente, et qui viennent sur la terre trop tard pour y conquérir des royaumes, les espaces illimités. Elle éduque, sans effusion de sang, dans le danger perpétuel, ce sens du courage, cette habitude de la décision promptie qui est utile à tous les hommes, aux conducteurs d'hommes plus qu'à tous les autres.

Je suis sûr de faire plaisir à tous les braves gens qui, un jour, risqueront leur vie pour sauver une autre vie, en leur contant que, s'ils voyaient le roi de Suède en uniforme, ils trouveraient sur sa poitrine, en première ligne, à la place d'honneur, à la droite de toutes ses croix, une petite médaille de sauvetage suspendue par un ruban tricolore, un ruban français. C'est le souvenir d'un acte de générosité et de force dont un souverain a droit, certes, d'être particulièrement fier.

Il y a de ça bien des années déjà. Des chevaux, emportés sur une de ces rampes à pic qui bordent les plages de la Riviera, allaient passer par-dessus le parapet, faire rouler leur équipage dans un gouffre. Un passant se jeta à leur tête et il réussit à les maîtriser. On l'enloura, on le félicita. On fit une enquête pour lui accorder la médaille de sauvetage qu'il avait si bien gagnée. Alors seulement on sut que celui qui venait de risquer sa vie avec tant de belle humeur était le prince Oscar de Suède.

Le Roi a toujours aimé, avec une louable coquetterie, ces témoignages de reconnaissance ou d'admiration publique qui venaient, non au prince, mais à un inconnu digne d'admiration. C'est ainsi que j'ai vu à Stockholm, dans son cabinet de travail, précieusement conservé, le diplôme d'un prix de poésie qu'on lui décerna en 1897, dans un concours d'œuvres anonymes, alors qu'il semblait loin du trône.

L'instinct musical, qui a fait de lui un sujet vraiment remarquable dans tous les arts où le rythme, la mélodie, l'oreille ont quelque part, est chez le Roi un don héréditaire. On conserve, en effet, au palais de Stockholm la traduction en suédois de quelques-uns des discours que Bernadotte prononça devant ses nouveaux sujets. On avait figuré, dans ces harangues, la prononciation suédoise en syllabes françaises. Et la chronique conte que ceux qui entendaient lire le Roi ne pouvaient se douter qu'il ne comprit point le sens précis des mots dont il usait.

Le roi Oscar, qui est éloquent en quatre langues et qui en parle davantage, aime à rappeler qu'il a été en musique, pour le chant et la composition, un élève du notre regretté Gounod. Lorsque le maître mourut et que ses admirateurs en deuil ouvrirent une souscription publique afin de lui élever un monument digne de sa mémoire, le premier qui envoya son don royal fut le roi Oscar II.

J'ai eu l'occasion de l'entendre improviser à l'orgue, tandis que j'étais son hôte à Drottningholm, sur un petit harmonium qui occupe un des angles du cabinet de travail. Le Roi paraphrasait un thème populaire. Et il me parut, en l'écoulant, que je comprenais beaucoup du secret de son âme d'artiste et de poète, de mystique pénétré de la culture septentrionale, mais qui, par ses racines paternelles, plonge dans une terre chaude et amoureuse.

Dans une autre occasion inoubliable, j'ai entendu chanter le Roi. C'était au cours du séjour qu'il fit au palais de Monaco, en 1893. Je me rappelle que S. M. l'impératrice Eugénie assistait à cette réunion, dans sa robe noire. Le Roi chanta avec une voix qui n'a plus l'ampleur de jadis, mais dont la diction est restée parfaite, cette rare chanson de Bjørnson qui semble enfermer en soi tous les mystères amoureux du Nord :

Elle est morte en pensant à lui ;
 Mais personne ne le savait...

Sans doute, S. M. le roi Oscar II aura l'occasion d'entendre à Paris, à l'occasion du grand honneur de sa visite des artistes excellents. Je ne voudrais pas les effrayer en leur disant que le royal auditeur a le droit d'être sévère. Mais, il faut qu'ils le sachent : ce n'est pas seulement devant un souverain, c'est devant un compositeur, devant un rare connaisseur, qu'ils se produiront.

Hugues Le Roux.

Échos

La Température

Les mauvais temps continuent. Sur nos côtes de l'Ouest, depuis Calais et Boulogne jusqu'à Biarritz, la mer est houleuse. Des pluies sont tombées un peu partout, et des orages sont signalés à Paris et à Perpignan, c'est-à-dire du nord au sud de la France. La température, cependant, s'est un peu adoucie ; hier, le thermomètre indiquait 8° au-dessus à huit heures du matin et arrivait à 13° dans l'après-midi, malgré les fréquentes averses, qui restent d'ailleurs toujours probables. Dans la soirée, le baromètre marquait 749^{mm} après avoir été à 746^{mm} pendant la journée.

Les Courses

A 2 heures, Courses au Bois de Boulogne. — Gagnants de Robert Milon :
 Prix du Parc-des-Princes : Roi Jean.
 Prix des Cars : Fourie.
 4^e Prix Biennal 1899-1900 : Holo-causte.
 La Coupe : Libaros.
 Prix de L'Étoile : Couesdon.
 Prix d'Auteuil : Le Béarnais.

CONCOURS HIPPIQUE

A 2 heures : Musique. — A 3 heures : Sauts d'obstacles. Chevaux sautant par quatre. Officiers. — A 4 heures 1/2 : Championnat du saut en hauteur. Gentlemen. — A 5 heures 1/2 : Sauts de haies. Officiers.

MAUVAIS CARACTÈRE

J'ai lu avec un intérêt considérable un rapport officiel adressé au journal *L'Éclair* par M. Deniel, commandant des îles du Salut, sur l'attitude tenue à l'île du Diable par un condamné auquel une grande partie du public français s'intéresse, lorsque ledit M. Deniel vint lui annoncer que son recours en révision était reçu en la forme.

Ce condamné, qui persiste à penser que M. le général de Boisdreffe s'occupe activement de sa réhabilitation, s'est montré troublé. Il a dit qu'il ne se souvenait plus de rien depuis le temps, et que son rapport tiendrait en quinze lignes ; qu'au reste sa femme et M^{re} Demange étaient au courant de tout et répondraient pour lui.

Cette attitude a paru suspecte au commandant des îles du Salut. Il est en effet évident que le condamné qui ne sait absolument rien de ce qui s'est passé ici, qui n'a jamais su qu'Henry était suicidé, et qui de toute son affaire ne connaît encore que le bordereau, aurait dû réclamer au commandant, de mémoire, les plaidoyers de MM. Clemenceau, Joseph Reinach et Yves Guyot. Il aurait dû aussi s'épancher avec confiance dans le sein de cette paternelle administration coloniale, qui le maintient depuis cinq ans dans une espèce de cage en bois noir, et qui lui fait mettre aux fers pour le punir de la demande en révision, qu'il ignorait.

Ses craintes, ses timidités, ses peurs d'animal battu, que ses gardiens appellent sornioiserie, témoignent, c'est certain, d'un très mauvais caractère.

Ce condamné n'a pas compris qu'il avait servi de point de jonction à trois chances exceptionnelles, dont une seule suffirait au bonheur d'un homme ordinaire.

Il a eu pour principal témoin dans son procès le lieutenant-colonel Henry, qui se hâta d'annoncer aux journaux son arrestation, et qui plus tard confectionna un faux pour corser les preuves insuffisantes, paraît-il, de sa culpabilité.

Il a eu pour juge d'instruction M. le lieutenant-colonel du Paty de Clam. Et enfin il a eu pour expert, déterminant la majorité, M. le docteur Alphonse Berillon.

Si l'on ajoute à ces trois chances cette considération que son maintien à l'île du Diable paraît à de nombreuses et éminentes personnes nécessaire à la sécurité de la patrie, et cette autre que son cadavre, saisi, a été réclamé par un ministre des colonies, en cas de décès, on sera forcé de conclure que toute idée de suicide chez ce condamné, si elle n'est pas un acte de cabotage, comme on le dit, est au moins l'indice d'une âme bien noire et le fait d'un homme bien difficile à contenter.

Enfin, un dernier grief. Le condamné manque de variété dans son style. Toutes ses lettres se ressemblent. Elles contiennent toutes la même protestation d'innocence et de confiance en M. le général de Boisdreffe.

C'est vraiment ignoble. — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

S. M. le roi Oscar II de Suède et Norvège, venant de Blois avec sa suite, est arrivé hier soir, à cinq heures et demie, à Paris.

A sa descente du train, Sa Majesté a été reçue par son ministre plénipotentiaire, accompagné de Mme Due et entouré des membres de la légation. M. Due a présenté à son souverain l'officier de la maison militaire du Président de la République venu pour offrir au roi Oscar II les souhaits de bienvenue de M. Loubet, et M. Crozier, directeur du protocole, qui l'a salué au nom du ministre des affaires étrangères. Étaient également présents les membres du consulat, ceux de la Société de Suède et Norvège à Paris, et M. Per Lamm, commissaire adjoint à l'Exposition de 1900.

De la gare d'Orléans, le roi Oscar II a gagné l'hôtel Bristol, où il a dîné avec les personnes de sa suite. Sa Majesté a assisté, dans la soirée, à la représentation de *la Dame de chez Maxim*, le gros succès du théâtre des Nouveautés.

Avant d'arriver à Paris, le roi de Suède et Norvège avait, dans la matinée, visité le château de Blois, où il avait été reçu par le préfet, le maire et le conservateur.

Sa Majesté avait fait ensuite une excursion à Chambord et y avait déjeuné avant de revenir prendre à Blois le rapide qui devait l'emmenner à Paris.

M. Delcassé, ministre des affaires étrangères, a reçu hier un télégramme du comte Mouraviev, lui annonçant que S. M. l'empereur de Russie lui avait conféré l'ordre de Saint-Alexandre-Nevisky.

Hier également, M. Delcassé était offi-

ciellement avisé que S. M. le roi de Grèce lui conférerait le grand cordon de l'ordre du Saint-Sauveur.

Le discours prononcé hier à l'Académie des sciences morales et politiques par M. Luzzati, ancien ministre du Trésor du royaume d'Italie, a été un véritable régal d'éloquence.

L'éminent homme d'Etat italien qui succède à l'Institut, comme associé étranger, à M. Gladstone a fait de son prédécesseur le plus bel éloge qui ait été prononcé en langue française, et il l'a fait avec une chaleur d'expression qui a charmé d'abord, puis entraîné ses collègues et l'assistance très nombreuse à une véritable ovation.

La place nous manque, malheureusement, aujourd'hui, pour donner des extraits de ce beau morceau littéraire ; nous les donnerons demain.

HEUREUX PRÉSAGE

En rentrant du Concours hippique, Notre bon Président Loubet
 Dit : « Certes, point je ne me pique
 D'être, à l'égal de Montjarret,
 Un très grand clerc en la matière ;
 Mais instruction cavalière
 Fut négligée, et j'en conviens.
 Mais, aujourd'hui, je me souviens
 D'avoir vu qu'à l'entrée en piste
 Maint cheval se cabre et résiste
 Qui bientôt part et fait ses tours,
 Semblant se jouer de l'obstacle...
 Heureux est pour moi cet oracle :
 A mauvais départ, bon parcours ! »
 Jay.

Il y aura demain à la Chambre, malgré les vacances parlementaires, une petite séance qui ne manquera pas de pittoresque.

Il s'agit de la répétition générale des sonnettes présidentielles. Cette répétition aura lieu de la concurrence de figurants-députés, qui ne seront autres que les braves huissiers du Palais-Bourbon s'offrant à pleins poumons les interruptions les plus tumultueuses, aux sons des clochettes à l'essai.

L'essai sera fait sur huit clochettes d'airain qui viennent d'être fondues, et dont trois seront gravées au chiffre R F et argentées, après choix.

M. Deschanel, en effet, lors d'une des dernières discussions les plus mouvementées du Palais-Bourbon, d'un coup trop sec fêla la sonnette historique qu'avait offerte, en 1850, l'ingénieur Fichet à Dupin, président de l'Assemblée nationale législative. Cette sonnette fut remplacée dès le lendemain par celle des Congrès, qu'on était allé en hâte quérir à Versailles.

Mais la sonnette de Versailles, sonnette historique elle aussi, car elle avait fait entendre sa voix claire à chacune des sept élections présidentielles, le soir même de son entrée au Palais-Bourbon, finit comme sa devancière, et l'on dut lui substituer la cloche d'appel des ouvriers de la maison Fichet, qui est encore provisoirement au bureau du président Deschanel.

Les trois sonnettes qui seront choisies après les essais de demain sont destinées, l'une à la salle des Congrès de Versailles, les deux autres à la salle et à la réserve du Palais-Bourbon.

La vente Hartmann s'est achevée avec un total de 330,000 francs : c'est là un chiffre important, si l'on se rappelle que la majeure partie de la collection était composée d'aquarelles ; les prix atteints sont à retenir : les principales aquarelles de Lami ont fait 5,500 et 6,400 ; une petite merveille de Ziem est adjugée à 4,800 francs ; d'autres de Français se sont enlevées à 3,100 francs ; de Chaplin, à 3,250 ; de L. Leloir, à 4,900 ; de Jacquemart, à 3,700 et 3,900 ; d'Isabey, à 3,450 et 2,600 ; d'Heilbuth, à 3,000 ; de Madeleine Lemaire, à 2,800 ; de Gustave Moreau, à 3,500 ; de Casin, à 1,800 francs, etc.

La mode s'est établie maintenant d'aller, au sortir du spectacle, souper à la Taverne de l'Opéra, avenue de l'Opéra, qui est devenue le rendez-vous du Tout-Paris artistique et mondain. La chère y est d'ailleurs exquise, et le monde des gourmets a fait un véritable succès à ce bel établissement, depuis qu'il a été acquis par la Société des Tavernes Pousset et Royale réunies.

Paderewski donnera trois Concerts à la Salle Erard : mardi 25 avril, samedi 29 avril et mardi 2 mai, à 9 heures précises du soir.

Hors Paris

De Rouen :
 L'état du cardinal-archevêque, Mgr Sourrieu, inspire les plus vives inquiétudes. On craint une issue fatale d'un moment à l'autre.

Nouvelles à la Main

Mme Gibou monte, hier, sa quittance chez un vague littérateur qui loge au cinquième :
 — Qu'est-ce encore que ce papier ?
 — Voilà, monsieur... c'est rapport à l'affaire du terme...

— Il me serait plus agréable d'entendre parler du terme de l'affaire !

Muffardin reconduit un ami qui lui a rendu visite. On s'aperçoit qu'il pleut à verse.

Je vous prêtais bien un parapluie, dit Muffardin, mais je n'en ai qu'un... et il est tout neuf !

Le Masque de Fer.

LE DOSSIER DE L'ENQUÊTE

DE LA

COUR DE CASSATION

(SUITE)

Le Figaro publie aujourd'hui les documents suivants :
 Déposition de M. Guénée, agent de la police secrète ;

Déposition de M. Toms, commissaire spécial de la police des chemins de fer, qui était employé au bureau des renseignements du ministère de la guerre, sous les ordres du colonel Vincent, et qui a photographié le bordereau en 1894 ;

Déposition de M. Desvernine, commissaire spécial de police, détaché au ministère de la guerre,
 Et le commencement de la déposition du colonel Picquart.

Déposition de M. Guénée

SEANCE DU 18 JANVIER 1899

M. Guénée. — Je m'occupe des renseignements sur l'espionnage pratiqué par les étrangers en France depuis 1870 ; mais jusqu'au 1^{er} février 1890 je ne fournissais des renseignements que de temps à autre.

Le 1^{er} février 1890, le commandant Rollin, alors capitaine, est venu me chercher sur l'ordre du colonel Sandherr, alors commandant, chef du service des renseignements au ministère de la guerre.

Le colonel Sandherr me demanda si je voulais lui accorder ma collaboration sur certaines affaires d'espionnage, et il fixa mon attention sur les renseignements que je pourrais obtenir auprès de certaines femmes du demi-monde, que fréquentaient des officiers étrangers et des étrangers et qui attirait chez elles de jeunes officiers français.

Il me nomma même certains noms. Je fréquentai la haute société, les grands bars, les grands hôtels, les villes d'eaux.

Je connaissais beaucoup de personnages haut placés et c'est ainsi qu'un jour, en mars 1894, un très grand seigneur, ayant le titre d'Excellence, lequel aime beaucoup la France, me rencontrant, me fit monter dans son coupé et me dit :

— Vous avez à l'état-major un homme qui communique soit directement, soit indirectement, avec Schwartzkoppen, et le renseignement.

Je devins aussitôt le colonel Sandherr qui me dit simplement : « C'est bien, suivez cela prudemment. »

Jusqu'alors, je n'avais pas entendu parler de Dreyfus et mes soupçons ne s'étaient pas portés sur cet officier, que je ne connaissais pas, du reste, lorsqu'un matin j'apparis chez moi, en lisant un journal, l'arrestation de Dreyfus.

Lorsque, peu de temps après cette arrestation, je vis le colonel Sandherr, il ne me dit rien ; mais un jour cependant il me dit que je ferais bien de lui faire un rapport relativement aux femmes qu'avait dû fréquenter Dreyfus.

C'est ce que je fis. Je ne tardai pas à apprendre que Dreyfus avait fréquenté, pendant au moins cinq ans, une femme Bodson, née Anna Fattett.

Cette femme, fille d'un nommé Fattett, qui, dans les derniers moments de l'Empire, était établi dentiste rue Saint-Honoré, non loin de la rue Royale, avait épousé un nommé Bodson, juif anglais.

C'est ce Bodson qui s'établit à la Redingote grise, place du Châtelet. Il a divorcé, depuis un certain nombre d'années, d'avec sa femme, et il n'est pour rien dans les agissements de sa femme. C'est celle-ci qui m'a fait connaître elle-même qu'elle avait eu des relations pendant cinq ans avec Dreyfus.

Chez la femme Bodson fréquentent de nombreux étrangers, surtout des Allemands, des Anglais, des Autrichiens, des Hongrois.

C'est chez cette femme que, d'après les déclarations d'autres femmes que je ne puis nommer, un commandant allemand, dont j'ignore le nom, et qui venait à Paris passer quelques jours tous les trois ou quatre mois, se serait rencontré avec Dreyfus à plusieurs reprises.

C'est aussi chez elle qu'une scène éclata un jour entre Dreyfus et le commandant allemand. Celui-ci reprochait à Dreyfus de devenir trop exigeant et de refuser à continuer de lui donner des renseignements.

Le commandant allemand aurait même menacé Dreyfus « de le perdre ».

La femme Bodson s'interposa. Aussitôt après l'arrestation, cette femme se rendit dans les rédactions de plusieurs journaux, notamment au *Journal*, pour dire que Dreyfus avait été son amant pendant cinq ans. Actuellement, cette femme fait la « navette » entre l'Angleterre et la France.

Je puis encore dire qu'un certain rapport fait à la Cour de cassation a été lu, la veille du jour où lecture en a été donnée à la Cour, chez un certain M. Eguillon, ingénieur, 24, rue Marbout.

Je ne vous donne ce renseignement que sous toutes réserves ; car il ne m'est parvenu que très indirectement.

Mes chefs ont été : le général Gonse et les colonels Sandherr et Henry.

Ils ne m'ont jamais ordonné de faire quoi que ce soit contre l'honneur ou la conscience.

Le président. — Depuis quelle époque

Voir le *Figaro* des 31 mars, 1^{er}, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 15 avril, donnant le dossier de l'enquête de la Cour de cassation.

et en quelle qualité étiez-vous au service du bureau des renseignements au ministère de la guerre ?

M. Guénée. — J'ai répondu à cette question. J'ai travaillé, par intervalles, pour le ministère de la guerre, depuis la guerre de 1870 jusqu'en 1890, et depuis cette époque jusqu'à ce jour j'y ai travaillé d'une façon régulière et suivie, travail que la maladie seule a interrompu depuis quelques jours.

J'agis comme attaché civil au bureau des renseignements du ministère de la guerre.

Le président. — Antérieurement à la condamnation de Dreyfus, avez-vous fait des rapports relatifs à des surveillances ou à des investigations concernant soit ledit Dreyfus, soit toutes autres personnes sur lesquelles des soupçons se seraient portés ?

M. Guénée. — Je n'ai pas connu Dreyfus et je n'ai pas entendu parler de lui avant son arrestation.

Je me suis rendu compte, après son arrestation, que certains renseignements qui m'avaient été fournis se rapportaient à Dreyfus.

J'ai su qu'il fréquentait les tripots tels que le Belting-Club, 2, rue Mogador, aujourd'hui fermé par autorité de justice, et le cercle Washington, 4, place de l'Opéra, également fermé ; le New-Club, 3, rue de la Chaussée-d'Antin, le cercle des Capucines, 6, boulevard de ce nom.

Ces cercles étant ouverts, il s'y présente le premier venu, qui est inscrit sous un faux nom, surtout lorsque cette personne a une situation ou un grade quelconque.

Je n'ai pas eu de rapport à faire avant la condamnation de Dreyfus sur une personne quelconque sur laquelle des soupçons se seraient portés.

Je ne suis pas arrivé à trouver l'auteur ou les auteurs des « fuites » qui pouvaient avoir lieu à cette époque au bureau des renseignements.

Le président. — Depuis la condamnation de Dreyfus, n'avez-vous pas fait des rapports relatifs à des surveillances ou à des investigations itératives concernant ledit Dreyfus, et à cet effet le lieutenant-colonel Picquart ne vous a-t-il pas fait remettre par le lieutenant-colonel Henry une photographie dudit Dreyfus ?

N'avez-vous pas recherché, d'abord au point de vue du jeu, puis ensuite au point de vue des relations féminines, quel avait été le mobile de l'acte de trahison ?

être considéré comme un misérable. Tous les moyens lui étaient bons pour avoir de l'argent.

Je crois pouvoir affirmer qu'il n'a jamais donné ou prêté d'argent au colonel Henry.

M. le président. — Savez-vous si Esterhazy a été employé à faire, pour le compte du bureau des renseignements, sur l'ordre de l'un des chefs ou membres de ce bureau, soit de l'espionnage, soit du contre-espionnage, et si il se serait livré notamment à des actes dits d'amorçage ? Et ce dans quelles conditions, à quelle époque et par ordre de qui ?

M. Guénée. — Je n'ai jamais vu si Esterhazy a été employé pour le compte du bureau des renseignements, mais j'ai toujours supposé qu'il avait dû se livrer à des actes de double espionnage, appelés vulgairement amorçage, soit qu'il ait eu l'idée de se livrer à ces actes de lui-même, soit qu'il en ait reçu l'ordre.

Dans ce dernier cas, je ne saurais dire par qui cet ordre aurait été donné.

Le président. — Que savez-vous au sujet de la publication dans le journal *l'Éclair* d'un article où il était question d'une pièce dans laquelle ledit article substituait à l'initiale D le nom Dreyfus en toutes lettres.

M. Guénée. — Je ne peux rien dire.

Le président. — Que savez-vous de la publication d'un fac-similé du bordereau dans le journal *le Matin* ?

Savez-vous comment ce journal a été mis en possession d'une reproduction de ce document ?

M. Guénée. — Je le sais, mais je ne peux pas le dire.

Le président. — Dans le courant de septembre 1896, vous auriez eu une conversation dans le petit salon d'attente du bureau des renseignements avec le lieutenant-colonel Picquart, celui-ci vous aurait dit avoir vu le dossier Dreyfus et avoir lu les rapports rédigés par vous.

Il vous aurait questionné sur la culpabilité de Dreyfus.

Vous rappelez-vous ce que vous lui avez répondu et les détails de cette conversation ?

M. Guénée. — Je me rappelle en effet qu'en septembre 1896 le lieutenant-colonel Picquart me dit, dans le petit salon d'attente, qu'il avait lu le dossier Dreyfus et qu'il y avait vu un rapport rédigé par moi, relativement à une personne étrangère dont je ne puis dire le nom.

Il me demanda si j'étais convaincu de la culpabilité de Dreyfus.

Je répondis affirmativement, sans toutefois lui donner les motifs de ma conviction.

En effet, je n'ai jamais eu entre les mains des preuves palpables de la trahison de Dreyfus ; mais lorsque j'ai appris sa condamnation, je me suis incliné devant la chose jugée et je n'ai pas été surpris de cette condamnation, car d'après les renseignements que j'ai eus sur sa vie privée, je m'étais rendu compte que c'était un joueur passionné et un homme aimant beaucoup les femmes.

Le lieutenant-colonel Picquart me dit alors qu'il n'était nullement convaincu de la culpabilité de Dreyfus.

Comme je paraissais étonné, il me dit qu'il avait un ami, domicilié non loin du ministère, qu'il allait consulter chaque fois qu'une question de son service l'embarrassait.

« Or, ajouta le lieutenant-colonel Picquart, mon ami et moi nous avons vu le dossier Dreyfus et nous sommes tous les deux du même avis : il ne contient aucune preuve sérieuse de la culpabilité de Dreyfus. »

Puis le lieutenant-colonel Picquart tenta de me faire prononcer un nom, celui d'un personnage ami de Schwartzkoppen et ami du personnage que je vous ai désigné par la lettre B.

J'ai refusé de donner ce nom.

Le lieutenant-colonel Picquart m'a dit alors : « C'est bien ; je le sais. »

C'est sur ces mots que cet entretien prit fin.

Le président. — N'avez-vous pas été chargé, alors que le lieutenant-colonel Picquart dirigeait le bureau des renseignements, de faire des rapports sur ledit Picquart ?

M. Guénée. — Jamais.

Le président. — Que savez-vous en ce qui concerne le document dit libérateur ?

M. Guénée. — Je ne sais rien à ce sujet-là.

« J'ai toujours pensé que toute cette affaire était du « moussage », c'est-à-dire de la pure comédie.

Le président. — Que savez-vous des visites faites au bureau des renseignements par l'avocat Leblois ?

M. Guénée. — A plusieurs reprises, j'ai vu M. Leblois entrer dans le cabinet du lieutenant-colonel Picquart ou en sortir ; plusieurs fois j'ai constaté que M. Leblois emportait dans sa serviette d'avocat des papiers ; cette serviette, « flasque » en entrant, était plus ou moins pleine quand il sortait.

J'ai pu voir quatre ou cinq fois en tout M. Leblois entrer chez Picquart ou en sortir.

Le président. — Avez-vous été chargé, à une époque quelconque, par le lieutenant-colonel du Paty de Clam, de recueillir des renseignements ou de dresser des rapports ?

M. Guénée. — Je ne connais pas du tout le lieutenant-colonel du Paty de Clam.

Il ne m'a jamais donné d'ordres, directement ou indirectement, et ne m'a jamais chargé de dresser des rapports.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : GUÉNÉE.

NOUVELLE DÉPOSITION DE M. GUÉNÉE

SÉANCE DU 27 JANVIER 1899

M. le président. — Dans votre déposition du 18 janvier, vous avez fait allusion à une scène qui se serait produite, chez une femme, entre Dreyfus et un commandant étranger.

Commentant étranger aurait reproché à Dreyfus de devenir « trop exigeant » et aurait menacé de le « perdre ». Pouvez-vous nous faire connaître d'où vous vient cette information et comment il serait possible de la contrôler ?

Pouvez-vous nous citer des noms de personnes qui pourraient appuyer de leurs déclarations celles que vous avez faites ?

M. Guénée. — Je ne puis citer aucun nom.

J'ai été mis au courant de cette scène par des racontars, par des dires de per-

sonnes, soit françaises, soit étrangères ; qui fréquentaient chez cette femme, c'est-à-dire la Bodson. Je ne saurais vous citer aucune personne pouvant élever la sa déposition ma déclaration.

Le président. — Vous nous avez déclaré qu'après l'arrestation de Dreyfus vous vous étiez rendu compte que certains renseignements que vous aviez été mis à même de fournir au bureau des renseignements se rapporteraient à Dreyfus.

Quels sont ces renseignements et quelle en était la source ?

M. Guénée. — Ces renseignements pouvaient aussi bien se rapporter à Dreyfus qu'à un autre ; mais comme seul Dreyfus était inculpé, tout retombait sur lui. C'était la tête de Turc.

M. le président. — Par quelle voie avez-vous vu que Dreyfus fréquentait le Betting-Club, le cercle Washington, le New-Club et le cercle des Capucins ?

M. Guénée. — C'était un bruit qui courait parmi les habitués des tripots, qui fréquentent les cafés des boulevards et les boulevards.

M. le président. — Avez-vous pu vérifier vous-même si Dreyfus fréquentait ces établissements ?

M. Guénée. — Non, monsieur, mais je puis vous dire que le jour de la première audience du Conseil de guerre, en 1894, comme je me rendais compte de la physionomie de la foule qui se tenait aux portes, j'ai aperçu le colonel Dreyfus.

Je demandai alors à Joseph si Dreyfus fréquentait le Betting-Club ; il me répondit d'une façon évasive et se déroba.

Il y avait encore là d'autres individus, employés dans les différents cercles dont les noms viennent d'être cités, qui étaient porteurs de cartes à eux données par le même Forzinetti.

Le président. — Avez-vous vu, au cours de vos investigations, si Dreyfus engageait au jeu des sommes importantes et si il a fait, dans l'un des cercles sus-désignés, une perte notable ?

M. Guénée. — Non, monsieur. Il est très difficile pour ne pas dire impossible d'être mis au courant des pertes plus ou moins importantes qu'un des joueurs de ces cercles peut subir, à moins qu'il ne le dise lui-même.

Dans ces établissements, on est muet sur les choses délicates.

Le président. — La personne désignée dans la précédente déclaration par la lettre B vous a-t-elle dit que les agents d'une puissance étrangère avaient, dans les bureaux de l'état-major de l'armée, un officier qui les renseignait admirablement ?

M. Guénée. — Cette personne m'a simplement dit : « Cherchez, vous avez quelque chose dans les bureaux de l'état-major, qui renseigne les agents d'une puissance étrangère. »

Le président. — Cette personne B a-t-elle, à cette époque ou plus tard, complété ce dire par une ou plusieurs indications s'appliquant ou pouvant s'appliquer à Dreyfus ?

M. Guénée. — Après l'arrestation de Dreyfus je n'ai pas revu la personne que nous désignons par la lettre B.

Elle a quitté la France et est restée absente pendant environ deux ans.

Elle m'a donc pas pu compléter ce premier dire par d'autres indications.

Quand j'ai revu cette personne, en 1897, elle ne m'a pas parlé de l'affaire Dreyfus.

Le président. — Qu'entendez-vous par amorçage ?

Ce procédé est-il employé, soit habituellement, soit exceptionnellement ?

M. Guénée. — L'amorçage est surtout employé en temps de guerre et s'appelle alors « espionnage double ».

L'espion qui veut amorcer va trouver l'ennemi et lui dit qu'il est au courant de tel point de stratégie, de force militaire, de topographie, etc.

Puis il revient parmi les siens, auxquels il propose des renseignements quelconques puisés chez l'ennemi, aussi faux que ceux qu'il a proposés à l'ennemi.

L'espion se fait ainsi remettre de l'argent des deux côtés, à moins qu'il agisse dans l'intérêt même de son pays.

Dans ce cas, il fournit les renseignements qu'il a pu obtenir de l'étranger, après avoir donné à l'étranger, sur son pays, des renseignements faux.

Dreyfus, s'il a fait de l'amorçage honnête, c'est-à-dire si, pour avoir un renseignement sérieux sur une puissance étrangère, il a offert de fournir des renseignements faux sur son pays, a manqué à tous ses devoirs en ne prévenant pas ses supérieurs.

En effet, un officier ou un agent qui fait de l'amorçage doit, tout d'abord, soumettre à ses chefs son plan et ses idées, et il ne doit entreprendre ledit amorçage qu'une fois autorisé par ses chefs.

Il est certain que si Dreyfus avait expliqué à ses supérieurs qu'il voulait aller trouver Schwartzkoppen et lui fournir des renseignements faux pour en obtenir de vrais, il en aurait été détourné, car Schwartzkoppen était considéré comme possédant une certaine finesse en fait d'espionnage.

Le président. — Quels ont été les motifs qui vous ont donné lieu de supposer qu'Esterhazy avait dû se livrer à des actes de cette nature ?

M. Guénée. — C'est un bruit qui courait parmi le monde des tripots, aussi bien de la part de joueurs inconnus que de la part d'officiers fréquentant ces tripots.

Le président. — Pouvez-vous citer les noms de quelques-uns de ces officiers ?

M. Guénée. — Non, monsieur.

Le président. — Vous nous avez déclaré le 18 janvier courant ne pouvoir vous expliquer :

« En ce qui touche la publication dans le journal *l'Éclair* d'un article où il était question d'une pièce dans laquelle ledit article substituait à l'initiale D le nom de Dreyfus en toutes lettres »

« En ce qui touche la publication d'un fac-similé du bordereau dans le journal *le Matin* »

Pour quel motif ne pouvez-vous vous expliquer à cet égard et quelle raison pouvez-vous donner de refuser de déposer sur ces points ?

M. Guénée. — Je refuse de répondre sur ces points parce que je me consi-

dère comme lié par le secret professionnel.

Le président. — Vous nous avez dit, le 18 janvier, qu'un rapport fait à la Cour de cassation avait été lu la veille du jour où lecture en a été donnée à la Cour chez un sieur Egguillon, ingénieur, 24, rue Marbeuf.

Quel est ce rapport ?

M. Guénée. — Je veux parler du premier rapport lu à la Cour de cassation, mais je ne saurais dire de qui il est.

Il m'a été dit que M. le conseiller Bard assistait à la lecture de ce rapport.

Le président. — Qui vous a dit cela ?

M. Guénée. — Il m'est impossible de nommer cette personne. Je crois devoir me retrancher derrière le secret professionnel.

Le président. — Pouvez-vous citer les noms des personnes qui se trouvaient présentes à cette lecture ?

M. Guénée. — Je ne puis nommer ces personnes, d'autant plus que certains noms qui m'ont été donnés ne me paraissent pas avoir pu être mêlés à un conciliabule de cette nature.

Le président. — Qui vous a dit le nom du sieur Egguillon ?

M. Guénée. — Toujours la même personne que je ne puis nommer.

De reste, je ne crois pas grand-chose à l'histoire de la lecture de ce rapport.

Un pharmacien de la rue Marbeuf, au coin de cette rue et de la rue François-I^{er}, je crois, près du n° 24 de ladite rue Marbeuf, doit savoir quelque chose sur ce qui se passait chez le sieur Egguillon.

Il m'avait été donné le conseil d'aller voir ce pharmacien pour savoir ce qu'il en était, mais je n'en ai rien fait, l'affaire ne me paraissant pas sérieuse.

Le président. — Avez-vous quelques déclarations complémentaires à formuler pour la manifestation de la vérité ?

M. Guénée. — Non, monsieur. J'ai dit tout ce que je savais et que je pensais pouvoir vous dire.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : GUÉNÉE.

Déposition de M. Tomps

Commissaire spécial de la police des chemins de fer

Délégation de M. le conseiller Athalin

SÉANCE DU 14 JANVIER 1899

M. Tomps. — Le 1^{er} octobre 1896 je suis entré en qualité de commis auxiliaire de l'administration centrale au bureau des renseignements du ministère de la guerre, bureau dont le chef était alors le colonel Vincent.

Le 1^{er} mars 1897, j'étais commis expéditionnaire lorsque j'ai été nommé commissaire spécial des chemins de fer ; à cette époque, le chef du bureau des renseignements, devenu la section de statistique, était le colonel Sandherr qui a quitté ses fonctions vers le mois de juillet de la même année.

Après avoir occupé mes nouvelles fonctions d'abord à Chaligny (Haute-Marne), je suis rentré à Paris à la fin de 1896, comme attaché à la Sûreté générale.

J'ai été mis à la disposition de la section de statistique du ministère de la guerre, section qui avait alors pour chef le colonel Picquart.

J'étais encore commis de l'administration centrale lorsqu'en 1894, après mon retour d'un congé que j'avais été passer à Pornic et qui avait pris fin avec le mois d'août, j'ai été chargé par le colonel Sandherr, alors chef de la section de statistique, de photographier, au ministère même, la pièce qu'on a appelée le bordereau.

Je l'ai photographiée telle quelle sans aucune opération destinée à masquer la trace de déchirures ; j'ai tiré quelques épreuves, et j'ai remis le tout avec le cliché au colonel Sandherr.

Celui-ci ne m'avait rien dit de particulier touchant le document ; il me l'avait simplement représenté comme une pièce importante.

Un peu plus tard, mais dans la même période de temps, en tout cas avant l'arrestation de Dreyfus ou avant que je n'eusse connaissance, le commandant Cordier, alors adjoint au colonel Sandherr, ou plus exactement son second, est descendu à la photographie et m'a apporté une pièce ; je ne puis me rappeler si c'était encore le bordereau ou toute autre pièce se rapportant à l'affaire Dreyfus.

Le commandant Cordier m'a dit que c'était une pièce très importante.

J'ai fait la photographie.

J'ai tiré quelques épreuves et je les ai remises avec le cliché.

Dreyfus a été jugé, je n'ai eu aucun contact ni avec l'instruction, ni avec le procès.

Je n'ai rien à vous signaler jusqu'à mon départ pour Chaligny, où je n'ai pris possession de mon poste que le 1^{er} mai 1895.

A Chaligny, j'ai appris que le colonel Picquart était nommé chef du service de statistique, suivant une désignation déjà connue dans les bureaux avant mon départ.

Lorsque j'ai été de retour à Paris, de puis décembre 1895, le colonel Picquart ne m'a jamais parlé de ses soupçons sur Esterhazy ; je n'ai connu le nom d'Esterhazy que par les journaux.

Au mois de septembre 1896, le journal *l'Éclair*, a publié un article dans lequel il était question de la pièce : « Ce canaille de D... », article où le nom de Dreyfus était écrit en toutes lettres.

A cette époque, le colonel Picquart a fait revenir Marchand, qui était employé au bureau de la statistique, et était rédacteur en même temps au journal *l'Éclair*.

Il a donné sa parole au colonel Picquart de ce fait qu'il était absolument étranger à la rédaction et à la publication de l'article relatif à la pièce : « Ce canaille de D... ».

J'ajoute que Marchand, qui est mon ami d'enfance, m'a donné la même assurance et que je crois absolument à sa sincérité.

Plus tard, rencontrant le colonel Picquart, nous avons causé de cet incident ; il m'a dit : « Après la publication qu'avait faite *l'Éclair*, on voulait à haut faire des ennuis à Marchand ; j'ai répondu que Marchand m'avait donné sa parole d'honneur qu'il était étranger à l'article et à sa publication et que je m'opposais absolument à ce qu'on prit une mesure contre lui. »

Quelle même époque, le journal *le*

Journal publia un premier article signé « Possier », où étaient annoncées des révélations sur la non-culpabilité de Dreyfus.

Le colonel Picquart me chargea de faire des recherches à ce sujet.

J'appris que M. Possier n'avait d'autre point de départ que les dires du commandant Forzinetti.

Le colonel Picquart fut satisfait de la façon dont j'avais mené cette enquête, qui était en dehors du cadre de mon service ordinaire, si bien qu'à l'époque où parut dans le *Matin* un fac-similé du bordereau, il me chargea de rechercher quelle était la personne ayant fourni le document ainsi reproduit.

Pendant que je m'occupais de cette mission, et avant encore le départ du colonel Picquart, du moins à ce que je crois me rappeler, le commandant Henry me prit à partir un jour à midi et me demanda de l'accompagner afin de pouvoir causer avec moi.

Nous sortîmes ensemble du ministère par la porte Saint-Dominique.

Le commandant Henry me manifesta alors tout l'ennui que lui causaient les révélations successives qui se produisaient sur l'affaire Dreyfus.

Il me dit que ces révélations ne pouvaient provenir que d'une personne ayant eu accès aux documents entre les mains : « Je suis allé, continua-t-il, au ministère des colonies (je crois, du moins, qu'il m'a parlé de ce ministère), j'ai vu le dossier et j'ai parlé à M... (il a prononcé un nom que j'ai oublié) ; les divulgations ne peuvent provenir de là ; elles ne peuvent donc provenir que de chez nous. Or, chez nous, seuls, le chef du service, Lauth, Gribelin et moi, pourrions en être les auteurs ; je suis sûr que ce n'est ni Lauth, ni Gribelin, ni moi qui avons commis des indiscrétions. Vous devriez bien chercher d'où elles viennent. » Je dis alors au commandant Henry que le colonel Picquart m'avait précisément chargé de faire une enquête sur la publication du bordereau par le *Matin*.

Le commandant Henry me répondit : « Cherchez bien. »

Peu de jours après avoir eu cette conversation avec le commandant Henry, le colonel Picquart me dit qu'il partait en mission pour huit jours.

Après son départ, le commandant Henry, qui le remplaçait, me dit d'activer l'enquête relative à la publication du bordereau par le *Matin*. Je ne tardai pas à avoir des renseignements, et quelques jours après le départ du colonel Picquart, je me rendis à la S. S. un jour, vers midi, et ne trouvant personne, je déposai un rapport dans lequel je disais que je venais d'apprendre « que le bordereau qui avait servi au *Matin* à faire son fac-similé avait été pris à une personne qui le détenait de par ses fonctions. »

Le lendemain, je fis un rapport plus détaillé, que le commandant Henry me fit signer, ce qui n'était pas l'habitude, « le commissaire spécial chargé de l'enquête ».

Quelques jours après, je rencontrai le commandant Henry qui me manifesta sa mauvaise humeur de ne pas voir la suite de mes recherches.

Il me dit que cela lui paraissait louche et lorsque, quelques jours après, j'arrivai avec un deuxième rapport qui disait que la personne à qui le bordereau avait été pris était un expert, M. Gribelin me dit : « Nous nous attendions à cela. La personne qui vous a fourni les renseignements vous a induit en erreur. Vous étiez dans la bonne voie ; mais vous n'y êtes plus. »

Quant au commandant Henry qui, lorsque je lui avais remis mon premier rapport, m'avait adressé force félicitations, il me témoigna plus que jamais sa mauvaise humeur et, désignant mon rapport, il dit : « Je n'ai pas besoin de lire ce papier, je sais ce qu'il y a dedans. »

Peu après j'appris que la S. S., à laquelle je n'avais pas caché le nom de la personne qui me fournissait mes renseignements (j'avais même montré ses rapports originaux), avait envoyé quel- qu'un auprès de celle-ci pour lui dire que les premiers renseignements fournis (c'est-à-dire ceux desquels il ressortait que le bordereau avait été pris à une personne qui la détenait de par ses fonctions) étaient excellents, mais que l'on croyait que M. Tomps ne devait pas transmettre tout ce qui parvenait à sa connaissance, et que lui désirait entrer en relation directe avec elle.

Cette personne se rendit, en effet, au ministère de la guerre, où elle fut reçue par un des membres du bureau, qu'elle a vu plus tard et qu'elle m'a dit être M. Gribelin.

M. Gribelin dit à cette personne que le premier renseignement qu'elle avait fourni était le bon, mais qu'elle avait fait fausse route ensuite.

Elle devait donc reprendre ses investigations en parlant du premier point, et elle n'aurait qu'à se louer de parvenir à un résultat.

On lui en saurait très grand gré : « Quant à M. Tomps, ajouta M. Gribelin, nous préférons le laisser en dehors de cette enquête. »

Voici, au surplus, d'après mes notes, la version textuelle de mon correspondant après la visite dont je viens de vous parler, à M. Gribelin, qui l'avait reçue en prenant, lui, Gribelin, le nom de Lescure :

« Abordant la question même, M. Gribelin dit : « C'est votre première hypothèse qui est juste. Vous dites qu'un personnage officiel, qui avait la garde du bordereau, l'emporta avec lui de l'endroit d'où cette pièce ne devait jamais sortir. Nous avons des renseignements qui corroborent cette version. Cela ne peut être que cela, et votre seconde version, où vous vous rétractez, ne peut pas être exacte. »

Je fais observer ici que je n'ai vu pour ma part aucune contradiction entre les rapports successifs de mon correspondant ; le premier rapport indiquait, sans que les termes en soient restés exactement dans ma mémoire, que le bordereau avait été pris à une personne qui le détenait de par ses fonctions ; et le second disait que cette personne était, en effet, l'un des experts de l'affaire Dreyfus, c'est-à-dire une personne qui l'avait bien eu, en effet, entre les mains en raison de ses fonctions.

Je dois, d'ailleurs, ajouter que j'ai eu, depuis, l'indication et la confirmation que c'est bien le bordereau d'un expert qui a servi au *Matin*, et que cet expert est bien M. Teyssonnières.

Il ne m'est pas possible de m'expliquer

sur les voies par lesquelles j'ai acquis cette certitude.

Lorsque j'eus connaissance des démarches faites par la S. S. auprès de mon correspondant, je me contentai de le signaler à cette même section par un rapport ; je fus alors convoqué par dépêche et reçu dans le bureau du capitaine Lauth en présence de MM. Junck et Gribelin.

Le capitaine Lauth, au nom du commandant Henry, chef du service, me reprocha sur un ton très vif de ne pas avoir mené cette enquête ainsi que j'aurais dû le faire : « Je subissais, me dit-il, l'influence de quelqu'un, et j'avais tort. »

Il me reprocha aussi d'avoir signalé les négociations de la S. S. avec mon correspondant.

Il me menaça de me mettre à la disposition de la Sûreté générale.

Je me retirai et M. Gribelin m'ayant écrit une lettre par laquelle il me disait qu'étant donnée l'attitude que j'avais prise à l'égard du service, il ne pouvait accepter deux cartes de bal que j'avais mises à sa disposition, je lui répondis par une lettre dont je vous remets la copie, et qui contient la confirmation même d'une grande partie de ma déposition.

L'original, en date du 6 décembre 1896, c'est-à-dire remontant à plus de deux ans, est entre les mains de M. Gribelin.

Depuis, j'ai revu M. Gribelin, qui m'a redit ce qu'il m'avait écrit et je lui ai invité à reprendre d'ailleurs mon service habituel à la statistique.

Le conseiller Athalin. — N'avez-vous pas été envoyé à l'étranger en vue d'exercer une surveillance sur une personne soupçonnée de livrer des secrets intéressant la défense nationale, et n'avez-vous pas dressé soit un, soit plusieurs rapports relatifs à cette surveillance ?

M. Tomps. — Je suis relevé du secret professionnel : 1^{er} par M. le ministre de la guerre pour le temps que j'ai passé à ce ministère comme employé de l'administration centrale, mais toutefois avec les restrictions de ne pas révéler des faits pouvant compromettre la sûreté extérieure de l'Etat et amener des complications diplomatiques, de ne pas désorganiser le service des renseignements en dévoilant le nom de nos agents et, enfin, de ne pas mettre en cause des noms ou des personnes dont

du commandant Esterhazy, au point de vue pécuniaire; ses relations avec Mme Pays; ses relations avec des personnes telles que MM. Gabriel de Zoghheb, de Coëh, Clamendin, bien connus sur la place de Paris; les poursuites exercées tant à Paris qu'à Sainte-Menehould et à Rouen.

Il recevait à son domicile des lettres portant notamment le timbre de Bâle, de La Haye, de Spa.

Le commandant Picquart avait insisté pour que je réussisse à déterminer quelles seraient les personnes qui apportaient à la main des correspondances pour le commandant Esterhazy.

Je devais prévenir immédiatement — au ministère la guerre — si une missive de ce genre était apportée rue de la Bienfaisance, mais je n'ai eu l'occasion de faire aucune constatation à cet égard.

A une époque que je ne puis préciser, mais qui se place entre avril et août 1896, j'avais un jour, à la gare Saint-Lazare, à un rendez-vous avec le commandant Picquart, fait connaître à celui-ci que le commandant Esterhazy s'était rendu à une ambassade étrangère; ce renseignement avait, au moment où je l'ai donné, paru étonner le commandant Picquart; deux ou trois jours après, cependant, il m'a fait remettre le billet au crayon dont je vous ai déjà parlé et dans lequel il me mandait que le « Bienfaisant » (designant ainsi le commandant Esterhazy, à raison de l'adresse de celui-ci) était allé à l'ambassade dont il s'agit (designée dans la note par les mots « le jardin ») deux fois au cours de la semaine, mais « pour des motifs plausibles ».

Je dis tout de suite ici que, depuis le départ du colonel Picquart, au mois de novembre 1896, j'ai su qu'à deux reprises encore le commandant Esterhazy s'était rendu en civil à la même ambassade.

La dernière de ces deux visites a eu lieu le 23 octobre 1897. Ce jour-là, le commandant Esterhazy est entré à l'ambassade à trois heures et n'en est sorti qu'à quatre heures.

A un moment donné, au cours de la surveillance, j'ai appris que deux envois, l'un de 4.000, l'autre de 700 à 800 francs, avaient été faits au commandant Esterhazy. Les vérifications ultérieures, auxquelles il a été procédé par le bureau des renseignements, ont établi qu'il s'agissait d'envois faits par un architecte du nom de Henry, et que ces envois n'avaient rien de suspect.

Egalement, au cours de ma surveillance, j'ai dû rechercher, d'une façon générale, avec qui le commandant Esterhazy avait des rapports d'argent.

J'ai constaté qu'un M. Weil s'était entremis pour escompter la signature du commandant Esterhazy, lequel le harcelait sans cesse de demandes d'argent.

J'ai su encore qu'un moment donné M. de Zoghheb avait sollicité le commandant Esterhazy de faire partie du Conseil d'administration de la Gold Mining Co. Le commandant Esterhazy avait accepté, en principe, mais les offres pécuniaires qui lui avaient été faites n'ont pas atteint un chiffre suffisant pour le déterminer à accepter.

Jusqu'alors, je ne m'étais pas rendu compte des instructions qui m'étaient prescrites; j'ai deviné qu'en était le but, lorsqu'un jour (vers juin ou juillet), le commandant Picquart me demanda de me procurer un spécimen de l'écriture du commandant Esterhazy.

Je me suis procuré le spécimen qu'il me demandait, et je le lui ai remis.

Il ne m'a, d'ailleurs, à ce moment, pas plus qu'après, indiqué l'orientation de ses pensées.

Comme, le 25 juillet, j'ai, par une note, fait connaître que j'allais obtenir le spécimen demandé, il est certain que la demande m'en a été faite avant cette date.

Comme j'ai eu à vérifier, d'après les instructions du colonel Picquart, divers points spéciaux, en quelque sorte comme suite à des vérifications commencées, j'en ai gardé l'impression que je ne devais pas être seul à opérer.

Cette impression s'est fortifiée lorsqu'un mois d'août, comme je demandais un congé, le colonel répondit: « Attendez donc quelques jours. Son affaire est bien claire, je vais le faire coffrer ».

Quoique mon chef ne prononçât pas le mot d'espionnage, je ne pouvais plus avoir des doutes sur le but de ces recherches. Je lui objectai que s'il prenait un tel parti ce ne pouvait être sur ce que j'avais découvert.

Mais il reprit: « Je vous vis de patienter encore quelques jours. Vous partirez après ».

Le lendemain ou le surlendemain, il me fit dire que je pouvais partir en congé.

En résumé, la surveillance à laquelle j'avais procédé jusqu'à ce moment n'avait rien révélé qui pût se rattacher à des faits d'espionnage.

Un seul fait m'avait paru de quelque gravité.

C'était la visite faite à l'ambassade d'Espagne par le commandant Esterhazy, visitée d'ailleurs faite en plein jour, le commandant étant en habits civils.

Mais la note au crayon dont je vous ai parlé, et qui m'avait été apportée par M. Germain Ducasse, avait atténué en moi l'impression fâcheuse de cette visite, en me révélant que, pour le chef du bureau des renseignements, elle n'avait aucun caractère suspect.

Lorsque je revins de congé, après le 5 septembre 1896, le chef du bureau des renseignements, qui était encore le colonel Picquart, me chargea de vérifier si le commandant Esterhazy avait en sa possession le Manuel de tir ou tout autre document s'y rapportant, et s'il en avait fait ou fait faire des copies.

Je n'ai rien trouvé de ce sujet.

Avant l'existence d'un nommé Mulot, qui avait été secrétaire du commandant Esterhazy alors que celui-ci exerçait les fonctions de major, le colonel Picquart m'envoya à Bernay chercher Mulot que je ramenai à Paris.

J'ai ramené moi-même Mulot à la gare et dans le trajet cet homme m'a dit spontanément que le colonel Picquart avait tenu à savoir de lui s'il avait copié des parties du Manuel de tir pour le major Esterhazy. Mulot ajoutait: « Je ne me rappelle pas; mais, si je me souviens plus tard, j'écrirai au colonel. J'ai copié tant de choses que je ne puis pas préciser ».

Mulot ne m'a absolument rien dit d'autre au sujet de son entretien avec mon chef et ne m'a rapporté de lui aucun propos.

Le chef du bureau des renseignements m'a encore fait surveiller l'arrivée éventuelle de lettres portées à la main, 27, rue de la Bienfaisance, mais cette fois

encore je n'ai rien constaté dans cet ordre de faits.

Au commencement de novembre 1896, le colonel Picquart me donna l'ordre de suspendre d'une façon complète toutes investigations concernant le commandant Esterhazy. Il ajouta qu'il allait s'absenter pour quelque temps et qu'à son retour il reprendrait l'affaire.

Deux jours après le départ du colonel Picquart (départ que j'ai cru alors n'être que provisoire), M. le général Gonse me fit appeler et me demanda où j'en étais de l'affaire (il semblait être fort peu au courant).

Il me pria de lui dire tout ce que j'avais fait, et je lui exprimai cela même dont je viens de déposer devant vous.

Alors, M. le général Gonse me demanda si je pensais pouvoir arriver à trouver quelque chose; je lui répondis que je n'avais rien jusqu'à présent, mais qu'évidemment cela pouvait surgir d'un jour à l'autre.

Relativement à la visite à l'ambassade d'Allemagne, M. le général Gonse ne fit aucune observation et je pensai qu'à cet égard il avait été informé par le colonel Picquart.

Le général Gonse conclut alors en me disant de continuer l'enquête sur le commandant Esterhazy, mais avec la plus grande prudence et la plus extrême discrétion, et de continuer à le tenir informé.

Je ne sais rien en ce qui concerne la publication d'un fac-similé du bordereau dans le journal *le Matin* du mardi 10 novembre 1896.

Je n'ai, à cette époque, été chargé d'aucune enquête. J'ai, d'ailleurs, quitté Paris le 17 novembre, pour une mission qui n'a pris fin que le 15 décembre.

En ce qui concerne les visites du commandant Esterhazy à l'ambassade étrangère dont il a été question, j'ai eu connaissance de quatre visites en tout, dont deux dans la même semaine, antérieurement au mois d'août; dont la dernière le 23 octobre 1897.

Des deux premières, l'une est connue de moi par mes informations; il s'agit d'une visite de jour et en habits civils. La seconde ne m'est connue que par la lettre du colonel m'informant que deux visites ont eu lieu, mais pour motifs plausibles.

La troisième visite faite — d'ailleurs ostensiblement et en plein jour — est le résultat d'une constatation que je n'ai pas faite personnellement.

Mais il en est autrement de la visite du 23 octobre 1897.

Ce jour-là, le commandant Esterhazy a pris un fiacre à l'angle de la rue Solferino et du boulevard Saint-Germain; il s'est fait conduire à l'ambassade en question et y est entré presque exactement à trois heures de l'après-midi; il était en vêtements civils. Le fiacre l'attendait devant l'ambassade.

Il est ressorti presque exactement à quatre heures et s'est fait conduire au Crédit foncier, puis au journal *la Patrie*, rue du Croissant.

Enfin, il a donné au cocher une adresse rue de Médecis. Le cocher lui fit remarquer que le numéro qu'il indiquait n'existait pas dans cette rue; il me semble que ce numéro était le numéro 4, mais je ne suis pas sûr de l'avoir retenu. Alors, le commandant a dit au cocher d'aller toujours, qu'il l'arrêterait. En effet, il l'a arrêté et payé en arrivant à la hauteur du jardin du Luxembourg.

J'avais oublié de vous dire, à l'occasion de la surveillance exercée en 1896, que le colonel Picquart m'avait chargé de rechercher le nom d'une ancienne ordonnance du commandant Esterhazy, qui avait été punie de prison par cet officier et congédiée par lui.

C'était un nommé Rousseau, je crois.

En tout cas, j'ai donné le nom à mon chef.

Jamais je n'ai été chargé par le colonel Picquart d'une opération quelconque à la poste.

Avant de clore ma déposition, vous me demandez de vous dire tout ce que je pourrais encore savoir dans l'intérêt de la manifestation de la vérité: je crois vous avoir dit absolument tout ce que je sais; en cherchant dans mes souvenirs je ne trouve pas autre chose.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé: DESVERNINE.

DEPOSITION

DU

Lieutenant-colonel en réforme
PICQUART

SÉANCE DU 23 NOVEMBRE 1898

Le colonel Picquart. — Vers la fin de septembre 1894, j'étais sous-chef du 3^e bureau de l'état-major, lorsque le colonel Bouchez, chef de ce bureau, me prescrivit de rechercher si l'écriture d'un document qu'il me montrait ressemblait à celle d'un officier du bureau.

Je ne me souviens plus si la première fois qu'il m'a montré ce document c'était le bordereau lui-même ou seulement le fac-similé, mais je me souviens très bien que, pour le cours de mes recherches, j'ai eu un fac-similé.

Nous avons échangé quelques observations ensemble au sujet des documents indiqués sur ce bordereau, et il paraissait, à ce moment, que l'opinion courante était déjà qu'il s'agissait d'un officier d'artillerie et d'un officier d'état-major.

Je crois bien qu'au moment même j'ai dû partager cette opinion, sur laquelle je suis complètement revenu depuis.

Quoi qu'il en soit, j'ai fait la recherche prescrite par le colonel Bouchez et j'ai trouvé qu'aucune des écritures des officiers du bureau n'avait une ressemblance suffisante avec celle du bordereau pour attribuer cette dernière pièce à un de nos officiers.

D'ailleurs, il n'y avait qu'un des points visés au bordereau qui pouvait provenir d'un officier du 3^e bureau: c'était la question des troupes de couverture.

Seulement le mot *note* est bien vague et il ne m'aurait pas été possible, sur ce seul mot, et étant donnée l'hypothèse que ce fut un officier du bureau qui aurait livré le document, de dire à quelle section du bureau aurait appartenu cet officier.

Il y avait une section s'occupant particulièrement de la couverture, mais Dreyfus n'y appartenait pas, car je l'avais placé, à son arrivée, à la section des manœuvres, qui est la seule qui n'ait pas à sa disposition immédiate des documents secrets.

Un certain temps s'écoula pendant lequel un très grand malaise se fit sentir à l'état-major.

Chacun craignait qu'une indiscrétion se fût produite dans son service; chacun craignait de se voir soupçonné de négligence.

Il y avait, de plus, l'appréhension très grande provenant du fait suivant: un nouveau plan de mobilisation était en élaboration, et s'il y avait un traitre parmi nous, tout le travail commencé pouvait être porté à la connaissance de l'ennemi.

Ce fut donc avec un sentiment de soulagement général que les officiers qui étaient déjà au courant (et ils étaient nombreux) ont appris qu'on avait enfin des indications.

Ces indications venaient du 4^e bureau, où Dreyfus avait été stagiaire l'année précédente.

Mon chef m'en informa et me dit de comparer encore le fac-similé du bordereau avec les pièces que nous possédions de la main de Dreyfus.

Je crois qu'à ce moment (mais sans pouvoir l'affirmer) Dreyfus n'était plus au bureau; bien que comptant toujours au 3^e bureau, il avait à faire sa période de stage réglementaire dans un régiment d'infanterie, et il devait être soit à ce régiment, soit en courte permission, en attendant son passage dans ce régiment.

Lorsque j'eus fait la comparaison, me demandant le colonel Bouchez, je lui fis remarquer que cette écriture ne paraissait pas être celle de Dreyfus; qu'elle était, il est vrai, de la même famille.

Le colonel m'invita à lui remettre diverses pièces écrites par Dreyfus, et je ne pus plus m'occuper directement de l'affaire, jusqu'au jour de l'arrestation. Mais je fus tenu au courant, parce qu'on en parlait beaucoup.

Il me semble me souvenir que c'est sur la proposition du général Renouard que l'on invita du Paty, qui passait pour avoir des connaissances graphologiques, à examiner l'écriture de Dreyfus.

Or, du Paty était au 3^e bureau; je le voyais toute la journée. Il me fit part de ses impressions dans cette période préliminaire, comme plus tard pendant son enquête.

Je me souviens aussi que le général Gonse, dont je n'étais pas le subordonné à ce moment, m'appela un jour dans son cabinet et me montra l'écriture de Dreyfus et celle du bordereau, en me disant: « Ne trouvez-vous pas que ça se ressemble? »

A quoi je répondis, comme toujours: « Ce sont des écritures de la même famille, mais je ne saurais me prononcer ».

Elant donné que du Paty nous racontait tous les jours ce qui se passait, je fus informé à l'avance de tout ce que l'on projetait pour l'arrestation de Dreyfus, et notamment de la scène de la dictée, dont on se promettait beaucoup.

Du Paty disait: « Si je lui dicte le bordereau, il se troublera et sera bien forcé d'avouer ».

Le jour fixé pour l'arrestation, Dreyfus arriva en civil au ministère. Comme je l'ai dit, il était alors dans un régiment d'infanterie, et on l'avait convoqué sous prétexte de lui faire passer l'inspection générale.

On le fit entrer dans mon bureau et presque immédiatement le colonel Bouchez nous dit:

« Voilà l'inspection qui commence! » Je conduisis Dreyfus jusqu'à la porte du cabinet du général de Boisdeffre, qui était d'ailleurs presque vis-à-vis de mon bureau, et je le laissai entrer.

Dans la journée et le lendemain, nous eûmes des détails sur ce qui s'était passé, et cela par du Paty lui-même, qui d'ailleurs, chaque soir, venait dire au colonel Bouchez et à moi le résultat de la journée.

Mes souvenirs sont un peu effacés à ce sujet: je ne pourrais affirmer si du Paty nous a dit que la dictée avait pleinement réussi ou non.

Mais ce que je puis affirmer absolument, c'est qu'il nous a dit que, dans l'attitude de Dreyfus, montrait un coupable.

Au point de vue de la perquisition et de l'entrevue avec Mme Dreyfus, j'ai aussi des souvenirs très précis, par la raison que j'ai retrouvé le récit de du Paty presque mot par mot dans l'article de *l'Éclair* du 15 septembre 1896.

Néanmoins, au bout de quelques jours, du Paty parut moins triomphant.

Il arrivait le soir, quelquefois très abattu, disant que la lutte avec Dreyfus était pénible.

Je me souviens qu'un jour le colonel Bouchez me dit: « Mais cette affaire ne marche pas. Il y a du tirage. » Ou quelque chose d'approchant.

Du Paty nous racontait d'ailleurs en détail les épreuves d'écriture auxquelles il soumettait le prisonnier.

J'ai été frappé de la variété des attitudes dans lesquelles il le faisait écrire.

Un beau jour, le colonel Bouchez me dit qu'un service des renseignements on avait trouvé de nouvelles preuves contre Dreyfus et que maintenant l'affaire était sûre.

Du Paty, dans sa conversation journalière, nous mit au courant des pièces qui avaient été trouvées et qui s'appliquaient à Dreyfus — pièces qu'il me semblait (sans que je puisse l'affirmer) avoir vues entre ses mains.

Ces pièces sont: le canevas d'une lettre en langue étrangère, et la lettre « ce canaille de D... ».

Je ne me souviens plus à quel moment de l'enquête ou de l'instruction a eu lieu la découverte de ces pièces; mais je sais que c'est après une période de malaise, pendant laquelle l'affaire ne marchait pas.

Pendant l'instruction, je vis plusieurs fois arriver au ministère le commandant d'Ormescheville, et je suis certain que du Paty n'a pas cessé un instant de s'occuper de cette instruction.

Le commandant du Paty était chef de section au 3^e bureau.

Il ne faisait plus son service pendant l'affaire Dreyfus; mais il avait conservé son bureau; y revenant à peu près chaque jour, et nous tenant au courant de ce qui se passait.

Au moment de la mise en jugement je fus désigné par le ministre pour assister au débat de l'affaire Dreyfus, et je reçus à cet effet une lettre de service spéciale, écrite par du Paty et signée du ministre lui-même.

Je sais que, la veille des débats, des

officiers du gouvernement militaire de Paris, qui étaient venus au ministère, n'avaient pas caché leur opinion en disant que tout cela était encore des inventions du bureau des renseignements.

Ma mémoire me permet presque d'affirmer que parmi ces officiers se trouvait le commandant Capiomont.

J'avais entendu dire par du Paty et peut-être par le colonel Bouchez (je n'en suis pas sûr) que certaines des pièces accusant Dreyfus étaient trop importantes pour pouvoir être produites aux débats, même malgré le huis clos, mais que les juges les verraient tout de même et qu'on les produirait à part.

Je reviendrai plus tard sur cette question du dossier secret et de son arrivée au Conseil de guerre.

Lorsque les débats s'ouvrirent, le huis clos fut prononcé presque immédiatement et le défenseur fut même interrompu dans ses observations à ce sujet par le président, M. Demange ayant parlé de l'unique pièce et le président lui ayant fait connaître qu'il n'avait pas à citer de pièces en parlant contre le huis clos.

Tout ce dont je me souviens de l'interrogatoire de Dreyfus, c'est qu'il protesta avec la dernière énergie contre l'accusation dont il était l'objet, mais d'une manière un peu théâtrale qui ne produisit pas une bonne impression sur le Conseil.

Il convient de plusieurs officiers qui se trouvaient dans les relations avec nous (par nous, j'entends le ministère); ainsi le lieutenant-colonel Eschmann qui, d'après ce que m'a dit plus tard le colonel Sandherr, lui avait parlé à lui, Sandherr, de l'affaire, et avait reçu de ce dernier l'assurance que Dreyfus devait être réellement coupable.

(Je suis presque sûr que c'est avant le jugement.)

Il y avait aussi le capitaine Gallet, qui, j'en suis à peu près certain, avait causé de l'affaire avec le commandant Henry.

Si ma mémoire est fidèle, Gallet est parent de M. Poisson, alors directeur de la Sûreté générale, qui était constamment en relation avec le bureau des renseignements, particulièrement pour les affaires d'espionnage.

Des témoignages se produisirent successivement sans grand intérêt, sauf celui de du Paty et le deuxième témoignage d'Henry.

Dans celui de du Paty, j'ai été absolument bouleversé sur le moment par l'explication qu'il a donnée de son interruption au milieu de la dictée faite à Dreyfus.

M. Demange ayant fait observer à du Paty qu'il n'y avait pas de traces sensibles de trouble dans la dictée faite à Dreyfus, et lui ayant demandé pourquoi il avait interrompu Dreyfus en lui disant: « Qu'avez-vous donc? Vous tremblez? » du Paty répondit, me paraissant très troublé lui-même:

« Je savais que j'avais affaire à un simulateur; j'étais certain qu'il s'attendait à quelque chose; j'en ai fait l'expérience: s'il n'avait pas été averti, il se serait troublé; il n'a pas bronché, donc il simulait ».

J'ai retenu très exactement, sinon les mots mêmes, du moins l'expression exacte de ce qu'a dit du Paty, parce que cette réponse me paraissait absolument étrange et invraisemblable.

L'autre fait important du témoignage est le second témoignage Henry.

Henry m'avait dit: « Puisque vous êtes assis derrière Gallet, dites-lui donc de me poser telle question (question relative à la présence d'un traître au 2^e bureau, au printemps de 1894).

Je refusai.

Pendant une suspension d'audience, Henry fit au dit faire sa communication.

Gallet fit sa question et c'est alors qu'eut lieu la déposition théâtrale d'Henry, qui fit une telle impression que M. Demange — je m'en souviens très bien — en dit un mot dans sa plaidoirie.

La phrase prononcée par Henry était à peu près la suivante: « Je tiens d'une personne honorable que quelqu'un trahissait au 2^e bureau. »

Et il ajouta, en montrant du doigt Dreyfus: « Et le traître, le voici ».

C'est après cela, je crois, qu'invité à désigner la personne honorable, il s'y refusa et prononça cette phrase bien connue de tous:

« Le képi doit ignorer ce qu'il y a dans la tête de l'officier ».

Je connaissais parfaitement la personne dite honorable, et s'il m'est impossible de la nommer sans en demander l'autorisation au ministre, je pourrais du moins, si vous le désirez, dire un mot à son sujet:

Cette personne, je l'ai caractérisée de rustaquoère, et à mon avis ce n'est pas autre chose: elle était en relation avec le monde diplomatique étranger, et racontait à Henry, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un policier de bas étage nommé Guénée, ce que disaient entre eux les attachés militaires, et elle le répétait sans se rendre compte, bien souvent, de la valeur de ce qu'elle entendait.

J'ai d'ailleurs donné à cet homme, par l'intermédiaire d'Henry, une somme de 1.200 francs pour rémunérer ses services.

J'attire l'attention sur le policier Guénée, qu'il sera très utile d'entendre.

Il habite rue Marie-et-Louise, n° 14 (je crois).

Il était l'agent spécial du bureau des renseignements et le bras droit d'Henry; c'est lui qui a fait divers rapports de police au sujet de Dreyfus; il serait intéressant de savoir s'il ne les a pas faits presque tous.

Il en a fait sur moi, alors que j'étais encore chef du service des renseignements (et par conséquent son chef), ainsi que j'ai pu m'en convaincre dernièrement, par l'instruction de M. le capitaine Tavernier.

Je crois également que c'est lui (mais je ne puis l'affirmer) qui a fourni des rapports de police au général de Pellieux.

Je crois, en tout cas, avoir reconnu de son écriture dans le dossier secret de Dreyfus.

Sur interpellation d'un conseiller. — Voulez dire à la Commission quelles sont les personnes qui, en dehors des membres du Conseil de guerre, ont assisté à la séance à huis clos des débats de l'affaire Dreyfus?

Le lieutenant-colonel Picquart. — En dehors des membres du Conseil de guerre, avec tout le personnel nécessaire (y compris les juges supplémentaires au nombre de deux, je crois), il n'y a que moi qui aie assisté à tous les débats.

A une partie des débats ont assisté M. Lépine, préfet de police, et la plupart des témoins à charge, une fois qu'ils ont eu déposé.

Pour les témoins à décharge, je ne puis préciser; la mémoire ne me sert pas à ce moment.

Je crois qu'ils sont sortis.

J'en étais au témoignage des experts. Je ne me souviens plus du témoignage de M. Gobert. J'ai très bien présente à l'esprit la netteté de la déposition de M. Pelletier en faveur de Dreyfus, et de M. Teyssnières contre Dreyfus. M. Charavay était également contre Dreyfus; mais à la fin de sa déposition, il y a eu, entre lui et le défenseur, un échange de remarques que je puis résumer ainsi:

M. Charavay disait que le bordereau ne pouvait être d'un autre que de Dreyfus, ce qu'il y avait un sosie; qu'un sosie peut se trouver quand on considère un très grand nombre de personnes, mais qu'il n'y a aucune probabilité que l'on puisse en rencontrer un quand on restreint son examen à un nombre aussi limité que celui des officiers de l'état-major de l'armée.

La déposition de M. Bertillon a été extrêmement longue, et je puis affirmer que, malgré ce qui a été dit depuis, personne n'y a rien compris; mais ce que l'on a très bien compris, c'est qu'il attribuait nettement et catégoriquement le bordereau à Dreyfus.

J'ai, d'ailleurs, rendu compte de cette impression d'obscurité de la déposition de M. Bertillon à M. le Président de la République, le soir même.

Je me souviens qu'il avait vu le schéma de M. Bertillon.

A la fin de chaque séance du Conseil, je rendais compte au général de Boisdeffre, au ministre et au Président de la République quelquefois; pendant les suspensions d'audience, j'envoyais un mot au général de Boisdeffre par l'intermédiaire du capitaine Lauth (qui se tenait à cet effet dans la salle des témoins).

Je ne saurais dire si la mission de Lauth a duré tout le temps, mais je me souviens très bien avoir envoyé un mot par lui le premier jour.

Le résumé des impressions que j'ai communiquées aux différentes autorités dont je viens de parler était que la condamnation n'était pas certaine.

J'ai dit plusieurs fois au général de Boisdeffre et au général Mercier que s'il n'y avait pas le dossier secret je ne serais pas tranquille.

Je n'ai jamais connu, jusqu'en 1896, le contenu exact de ce dossier. Je n'en connaissais alors que les deux pièces dont je vous ai déjà parlé, mais la légende qui courait était qu'il y en avait d'autres, et que c'était formidable.

J'ai notamment parlé de cette question du dossier secret au général Mercier auquel j'avais été rendre compte pendant que les juges délibéraient.

Faut-il que je dise ce qui a trait à la communication des pièces secrètes?

Le président. — Oui, vous devez à la Cour toute la vérité.

Le lieutenant-colonel Picquart. — Il m'est absolument impossible de me souvenir si c'est moi qui ai apporté le dossier secret, si c'est du Paty ou quelque autre personne.

J'ai apporté plusieurs plis au colonel

